PARLEMENT EUROPÉEN

FICHE DE DÉPÔT D'UNE QUESTION PARLEMENTAIRE

Destinataire: **CONSEIL** ☐
COMMISSION ☒

FR

QUESTIONS ORALES		QUESTIONS ECRITES	
Question orale avec débat (art. 108)	☒	Question écrite (art. 110)	☐
Heure des Questions (art. 109)	☐	Question écrite prioritaire (art. 110.4)	☐

AUTEUR(S): CAVADA au nom de LIBE

OBJET: (à préciser) Progrès en 2004 dans la mise en oeuvre de l'Espace de Liberté, Sécurité et Justice

TEXTE:

La Commission:

- peut-elle indiquer les mesures prioritaires qu'elle entend proposer pour la mise en oeuvre du programme de la Haye et préparer d'ici fin 2006 l'entrée en vigueur du Traité Constitutionnel ?
- est-elle disponible à mettre une place, en complément de l'évaluation politique annuelle lors du débat parlementaire prévu par l'art. 39 du TUE, un système de suivi permanent accessible sur Internet du processus décisionnel européen et de sa transposition au niveau national?
-quelles mesures entend-t-elle prendre pour évaluer l'impact des nouvelles initiatives législatives notamment pour ce qui est du respect des droits fondamentaux ?
- eu égard à la définition des listes des organisations terroristes quelles mesures entend-elle soumettre pour améliorer les procédures européennes et celles en application des décisions du Conseil de Sécurité ?
- au niveau de la transposition va-t-elle mettre en place un système d'information des Parlements nationaux, de sorte qu'ils soient informés avant l'écheance des délais de transposition des mesures législatives de l'Union ?
- eu égard à la limitation des ressources et aux demandes réitérées du Parlement, va-t-elle donner accès aux projets de recherche et autres initiatives financées par l'argent du contribuable européen?
- eu égard à la diversité des situations existant dans les EM, comment entend-t-elle créer un espace de travail commun, et renforcer les réseaux pour les autorités nationales, du niveau des Cours suprêmes jusqu'aux opérateurs de l'espace de sécurité et de justice?
- quelles mesures entend-t-elle prendre pour informer, en accord avec les autorités locales, régionales et nationales, les citoyens européens de leurs droits et pour favoriser l'intégration des minorités?
- eu égard au rôle que le Traité Constitutionnel lui attribue à partir de novembre 2006, comment entend-elle reprendre les fonctions du Conseil, l'évaluation mutuelle entre Etats Membres dans la mise en oeuvre de Schengen, la lutte contre le terrorisme et la coopération judiciaire et policière?
- Qu'en est-il de la mise en place au sein de la CCE d'une structure coordonnée et intégrée pour prévenir ou intervenir en cas de catastrophes naturelles, d'origine humaine, ou d'épidemies et d'attaques terroristes ?
- quelles initiatives entend-elle prendre pour renforcer l'action extérieure de l'UE dans l'ELSJ ?

Signature(s): Date: